

Un toit, c'est un droit

Le territoire, c'est un bien commun

Crise du logement: ça suffit !

Considérant :

- le manque de logements de qualité à des prix abordables, répondant aux besoins prépondérants de la population ;
- la difficulté, voire l'impossibilité d'accéder à un logement, en particulier pour les jeunes, les chômeurs, les familles mono-parentales, les sans-logis, vu les loyers exorbitants pratiqués ;
- une surdensification de quartiers populaires face à la sous-densification d'autres secteurs ;
- une spéculation effrénée par découpage d'immeuble et revente d'appartements, par démolition et reconstruction, par résiliation des baux et relocation ;

les participants à la manifestation affirment

- Le droit au logement ;
- la nécessité de garantir et de renforcer les droits des locataires ;
- le principe d'une politique active de l'Etat et des communes par l'acquisition de terrains et le contrôle de leur prix.

les participants à la manifestation demandent

- la réquisition des logements et bureaux vides et l'instauration de contrats de confiance ;
- la facilitation d'échanges de logement pour améliorer le taux d'occupation de certains logements sans être pénalisé par une hausse de loyer ;
- l'interdiction des pratiques spéculatives en matière de logement, tels que le découpage d'immeubles et la revente d'appartement pour des projets luxueux.

les participants à la manifestation exigent

- la construction prioritaire de logements sans but lucratif, bon marché, de qualité et nombreux, répartis équitablement sur tout le territoire ;
- un contrôle des loyers et une baisse des loyers abusifs ;
- l'utilisation par l'Etat de tous les outils légaux existants, comme le droit de préemption, le droit d'expropriation ou l'octroi de droit de superficie ;
- un soutien renforcé de l'Etat aux fondations publiques et aux coopératives d'habitations à but non lucratif ;
- un moratoire sur les surélévations et une évaluation quantitative et qualitative des réalisations déjà effectuées ;

Les habitant-e-s estiment qu'ils sont des partenaires incontournables en matière de politique du logement et d'aménagement du territoire. Ils demandent au Conseil d'Etat et aux communes d'être associés aux projets en cours et à venir.

Cette résolution est envoyée au Conseil d'Etat, à la Ville de Genève et aux communes.

Association des habitant-e-s de la Jonction – Association des habitants des Acacias – Association des habitants des Délices-Voltaire – Association des habitants des Pâquis (SURVAP) – Association des habitants des Tours de Carouge-la Praille – Association des habitants du Petit-Saconnex et des Genêts – Association La tour prends garde! – Association Sauvons les Petits-Délices – Collectif 500 - Association genevoise de défense des locataires (ASLOCA)

Avec le soutien de: Communauté genevoise d'action syndicale – Conférence universitaire des associations d'étudiant-e-s – Coopérative La Ciguë – Ensemble à Gauche – Groupe Genève 500 m de ville en plus – Collectif des Assises transfrontalières – Les Verts – Mouvement populaire des familles – Parti du travail – Parti socialiste genevois – Rassemblement pour une politique sociale du logement – SolidaritéS – Syndicat des services publics – Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs – Unia